



Ethique et déontologie en matière de recherche.

Page 4

Prise en Charge de la malnutrition aigüe sévère : Enquêtes et Recommandations de L'ONG ProgettoMondoMlal. Page 8

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°210 du mercredi 16 novembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 14.
- **Activités du gouvernement.** P.10.

UNIVERSITE

Mouvements sociaux et gouvernance :

La communauté scientifique s'interroge

P.2

Région du Centre



Le présidium à l'ouverture du Colloque.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Mouvements sociaux et gouvernance :

La communauté scientifique s'interroge

Région du Centre



Le présidium à l'ouverture du colloque.

L'école doctorale des lettres, sciences humaines et communication a organisé un colloque international le lundi 14 novembre 2016 dans l'enceinte de l'université Joseph Ki-Zerbo à Ouagadougou. Le représentant du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des innovations, Pr Tanga Pierre Zoungrana a ouvert les travaux de réflexion de ce colloque qui prendra fin le 16 novembre.

Suite aux mouvements populaires survenus de 2011 à 2015 dans différents pays d'Afrique dont les plus récents sont la Tunisie, l'Égypte et le Burkina Faso, posant le problème de la bonne gouvernance, la communauté scientifique s'est sentie

interpelée. C'est dans ce cadre que l'école doctorale des lettres, sciences humaines et communication a réuni autour d'un colloque international, 65 jeunes intervenants dont 48 venant de 8 pays d'Afrique et 4 d'Europe le lundi 14 novembre 2016 à Ouagadougou.

Placé sous le thème « *Mouvements sociaux et gouvernance en Afrique* », ce colloque a pour but d'amener les chercheurs à réfléchir sur les crises et à livrer des analyses pertinentes pouvant être prises en compte par les gouvernants a indiqué le directeur de l'école doctorales des lettres, sciences humaines et communication, Pr Mamadi Savadogo.

A l'entendre le choix de ce thème n'est pas fortuit : « *nous sommes à l'écoute de nos populations d'une manière générale et nous avons été*

attentifs à ce qui se passe dans notre pays et aussi dans d'autres pays. En suivant les événements nous avons vu que les mouvements sociaux prennent de l'importance dans notre pays ».

Pour le représentant du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des innovations, Pr Tanga Pierre Zoungrana, le thème de cette rencontre est d'un intérêt capital car il est d'actualité. En outre, a-t-il signifié que les mouvements sociaux et la gouvernance constituent l'un des enjeux majeurs auxquels se trouvent confrontés de nos jours les nations Nord comme ceux du Sud et particulièrement les sociétés africaines.

De l'avis du Pr Mamadi Savadogo, ce colloque leur permettra de comprendre

La suite à la page 3.



UNIVERSITE

La suite de la page 2.

les mouvements sociaux, l'évolution de nos sociétés, les orientations que les sociétés sont susceptibles de prendre. Il a ajouté que c'est aussi l'occasion pour les jeunes chercheurs qui sont l'avenir des universités de nouer des contacts.

La vice-présidente de la recherche et la coopération internationale de l'université Ouaga 1, le Pr Ye Diarra, tout en saluant cette initiative, a affirmé que ce cadre d'échange intellectuel honore l'université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou.

Elle a expliqué que ce colloque s'inscrivait dans la quête de l'excellence à travers la confrontation des idées portant sur des questions d'actualité. Elle a invité les participants à un échange fructueux afin d'aboutir à des conclusions innovantes sur le devenir de nos sociétés. Les résultats de ces trois jours réflexions, seront



Pr Mamadi Savadogo, directeur de l'école doctorales des lettres, sciences humaines et communication.

publiés dans le premier trimestre de l'année 2017 dans l'objectif de rendre s à tous a confié le Pr Mamadi

Dores pour SCI



Les participants au colloque.



Ethique et déontologie en matière de recherche Ouagadougou

29-30 Septembre 2016. Prof. Jacques SIMPORE, Professeur Titulaire de Génétique et de Biologie Moléculaires Docteur PhD en Génétique Moléculaire appliquée aux sciences Médicales ; Docteur PhD en Bioéthique

Région du Centre

Les lycées antiques, les écoles philosophiques, les universités médiévales et plus tard les centres nationaux et régionaux de recherche scientifique et technologique, les Instituts et les laboratoires de recherche, les universités modernes et j'en passe, ont été considérés depuis fort longtemps comme des institutions de recherche (IR), des structures productrices par excellence du savoir, de la science, de la technologie, d'invention et d'innovation. Ainsi, la recherche-développement vise évidemment à produire des connaissances scientifiques, c'est à-dire, à générer des brevets (avec des inventions, de l'innovation), à élaborer des publications, des rapports, des communications orales, etc.

Ces progrès scientifiques ont surtout pour objectif d'améliorer la vie de l'homme et de son écosystème. Malheureusement, la recherche scientifique au 20ème siècle a connu des vicissitudes et d'énormes dérives.

Durant la deuxième guerre mondiale, comment les chercheurs allemands pouvaient démontrer pour la première fois qu'un homme était capable de vivre avec un seul rein ? Les nazis prenaient alors un prisonnier allié (français ou anglais) qui était bien robuste et ils lui faisaient une ablation de rein. Après une semaine, un mois



Jacques SIMPORE, Professeur Titulaire de Génétique et de Biologie Moléculaires.

de vie, les chercheurs concluaient : « l'homme peut vivre avec un seul rein ».

De même, comment démontrer qu'un homme pouvait vivre sans la rate ? Ils prenaient un prisonnier juif robuste et lui ôtaient la rate. Après une semaine, un mois de vie, les chercheurs concluaient : « l'homme peut vivre sans sa rate ».

C'est ainsi que l'éthique a été intégrée à la recherche pour guider la recherche scientifique. Pour le code de Nuremberg, la Déclaration d'Helsinki, et selon les normes des Organismes internationaux, il

faut coûte que coûte baliser la piste de la recherche scientifique afin d'éviter à tout jamais ces exactions, ces monstruosité. En plus de cela, dans le domaine de la recherche il y avait des imbroglios, des piratages de résultats scientifiques, des plagiat etc. Rappelons seulement les querelles entre le Pr Luc Montagnier et le Pr Robert Gallo pour la paternité de la découverte du VIH. Sans l'éthique, et sans la médiation du Pr Vittorio Colizzi, personne ne savait jusqu'où on arriverait avec ces graves accusations mutuelles.

La suite à la page 5



RECHERCHE

La suite de la page 4.

Le thème de notre communication s'intitule : « **Éthique et Déontologie des Chercheurs** ».

Pour élaborer ce texte, nous nous sommes inspirés principalement des documents suivants : § Le Code déontique et de déontologie du CAMES, § La Loi n°25-2010/AN du 18 mai 2010 portant régime juridique applicable aux emplois des enseignants-chercheurs, des enseignants hospitalo-universitaires et des chercheurs au Burkina Faso, § Le Décret n° 033-2011-/PRES/PM/MFPRE/MEB/MESSRS, du 17 février 2011, portant organisation des emplois des universités, des établissements d'enseignement supérieur publics et du Centre national de la recherche scientifique et de technologie. § Le Code déontique et de déontologie des Enseignants-Chercheurs et des Enseignants Hospitalo-universitaires du Burkina Faso.

Hic et nunc, trois questions d'éthique fondamentale se posent : Qu'entendons-nous par les concepts suivants : éthique, morale, déontologie et valeurs ? § Quels sont les principes fondamentaux et les valeurs éthiques dont les Chargés de recherche, Maîtres de recherche et Directeurs de Recherche doivent se revêtir comme armature dans l'exercice de leur noble fonction ? § Quels seraient les droits et les obligations d'un chercheur ?

I – QU'ENTENDONS-NOUS PAR LES CONCEPTS : ETHIQUE, MORALE, DEONTOLOGIE ET VALEURS ?

Ethique Le concept éthique dérive de deux concepts grecs : § Ethikè, ethikos: ηθική, « la science morale », § Ethos : ήθος, « lieu de vie ; habitude, mœurs ; caractère », d'où l'éthologie qui est

la science, l'étude du comportement des diverses espèces animales.

Ainsi, l'éthique est l'ensemble des principes moraux qui sont à la base de la conduite d'une personne. L'éthique invite le professionnel à réfléchir sur les valeurs qui motivent son action et à choisir, sur cette base, la conduite la plus appropriée.

Morale : La morale quant à elle, concerne les règles de conduite pratiquées dans une société, en particulier par rapport aux concepts de bien et de mal. Ces règles reposent sur la distinction entre des valeurs jugées positives ou négatives (le bien et le mal).

Déontologie : Le concept de déontologie désigne l'ensemble des devoirs et des obligations imposés aux membres d'un ordre ou d'une association professionnelle. Elle désigne ainsi l'ensemble des règles et des devoirs (sous forme d'un code) qui régissent une profession, la conduite de ceux qui l'exercent, les rapports entre ceux-ci et leurs clients ou le public.

Valeurs : Objectivement, c'est ce qui est posé comme Bien ou Mal selon les critères d'un code moral. Ce qui est également posé comme Beau ou Laid selon les critères d'un code esthétique. Et enfin, ce qui est posé comme Juste ou Arbitraire selon les critères d'un code social.

II – QUELS SONT LES PRINCIPES FONDAMENTAUX ET LES VALEURS ETHIQUES DONT LES CHERCHEURS DOIVENT SE VETIR COMME ARMATURE DANS L'EXERCICE DE LEUR NOBLE FONCTION ?

Les Chercheurs nouvellement promus comme Chargés de recherche, Maîtres de recherche et Directeurs de Recherche se sont préparés de longue date à leur fonction de

chercheur, de formateur, d'instructeur et d'enseignant. Ils devraient comme les autres anciens promus, se revêtir, comme l'indique leur toge, symbole de service, symbole non seulement de sagesse et de science mais aussi de valeurs éthiques, de valeurs déontologiques et de valeurs sociales.

Aux nouveaux Chargés de recherche, rappelez-vous que la toge que chacun de vous recevra au cours de cette cérémonie est le fruit d'un long labeur : au minimum BAC+11 de travail, de recherche et d'étude. Soyez fiers et dignes de revêtir officiellement pour la première fois cette toge de service. Cette toge, au-delà des honneurs qu'elle vous procure, vous impose surtout un devoir de service, de disponibilité et de générosité !

Bref, pour promouvoir et valoriser l'image du Chercheur, vous êtes tous appelés, nouveaux comme anciens promus du CAMES à cultiver :

II.1 – Des valeurs éthiques

L'intégrité La quête de l'intégrité, de la probité et de l'honnêteté va de pair avec le refus de la corruption sous toutes ses formes. Cette quête doit commencer par soi-même avant d'être étendue aux autres.

La Dignité et le respect de la personne.

Respecter la personne humaine, son intégrité physique et morale, son intimité et sa dignité est une valeur essentielle pour toute société.

L'Équité et le mérite.

L'exigence d'équité appelle la valorisation de la performance, du mérite et un juste esprit de compétition. L'objectivité et

La suite à la page 6.



Suite de la page 5.

l'impartialité sont les exigences essentielles lors des évaluations, des promotions, des décorations, des recrutements et des nominations.

L'honnêteté intellectuelle : le principe de l'honnêteté intellectuelle condamne dans la recherche : les imbroglios, les vols, le piratage des résultats, le plagiat...

II.2 – Des valeurs des Institutions de recherche.

La confidentialité.

La confidentialité ainsi que le respect de la vie privée sont essentielles à la protection de la personne humaine et de l'intégrité morale du Chercheur.

La transparence.

Le principe de la transparence condamne toute rétention volontaire d'informations, toute érosion, toute dérive et toute transformation de la vérité en vue de protéger ou de sauvegarder un quelconque intérêt. La transparence réduit les risques de conflits, consolide l'intégrité, instaure la confiance et promeut la justice. La collaboration, la communication et la justice favorisent une plus grande transparence, rassurent et instaurent une pleine confiance dans les Institutions de Recherche (IR) entre le personnel de l'administration, les Chercheurs et les apprenants.

La vérité scientifique.

La quête et la possibilité de l'interrogation des savoirs que l'IR transmet et produit ont pour principes fondamentaux la recherche de la vérité scientifique et l'esprit critique. L'exigence de vérité scientifique oblige à la compétence, à l'observation critique des faits, à l'expérimentation, à la confrontation des points de vue, au choc des idées,

à la pertinence des sources et à la rigueur intellectuelle. La recherche scientifique doit être fondée sur le socle de la vérité et de la probité.

Les Normes éthiques de la recherche.

Le Chercheur doit non seulement respecter les normes éthiques de la recherche issues du Code de Nuremberg¹, de la Déclaration d'Helsinki², des Institutions nationales et des Organismes internationaux, mais aussi se soumettre aux Codes d'éthique et de déontologie de sa profession de Chercheur.

Les bonnes pratiques de laboratoire.

Les bonnes pratiques de laboratoire doivent être promues car elles permettent d'assurer la sécurité du personnel de laboratoire, la qualité de la recherche scientifique, la reproductibilité et l'intégrité des données générées à des fins réglementaires.

II.3 – Des valeurs sociales.

La Discrimination positive.

La discrimination positive est une politique d'action de rattrapage entre groupes inégaux. Elle consiste à instituer des inégalités pour promouvoir l'égalité. Par conséquent, elle accorde à certains membres d'une communauté, un traitement différencié

1 Le code de Nuremberg de 1947 identifie le consentement éclairé comme préalable absolu à la conduite de recherche mettant en jeu des sujets humains.

2 Le Code d'Helsinki de 1964 : principes d'éthique applicables à la recherche médicale impliquant des êtres humains.

et préférentiel. Trouver des voies et moyens concrets par le truchement de la discrimination positive pour obtenir une égale fréquentation de filles et de garçons dans les IR pourrait contribuer à lutter contre l'inégalité entre hommes et femmes dans les hautes fonctions sociales. Cependant, cette discrimination devrait toujours obéir aux principes fondamentaux de la transparence et respecter la dignité de la femme. Dans le cas contraire, elle devient, soit une source de brimades ou de stigmatisations pour les garçons, soit celle d'un manque de considération et d'estime à l'égard de la femme quant à ses capacités intellectuelles d'effectuer des études supérieures. Il est attendu du Chercheur qu'il œuvre sans réserve par ses actions et ses attitudes à promouvoir ce principe de discrimination positive.

Le respect du genre.

Le respect du genre tant au niveau du recrutement des Chercheurs qu'au niveau de l'accompagnement à la promotion est indispensable pour un enseignement de qualité. Si le sexe renvoie aux différences biologiques, le genre, quant à lui se rapporte aux différences sociales, psychologiques, mentales, économiques etc., entre l'homme et la femme. Au niveau des IR, le respect du genre exige la reconnaissance par tous, de l'égalité entre femme et homme dans l'exercice de la fonction de Chercheur. Il est attendu de ce dernier qu'il initie, encourage et soutienne toute action ou idée susceptibles de consolider le principe d'égalité entre homme et femme quant à l'exercice de la fonction de Chercheur.

III – DROITS ET OBLIGATIONS DES CHERCHEURS

Messieurs et Mesdames les

La suite à la page 7.



La suite de la page 6.

Chercheurs nouvellement promus du CAMES, avant de déposer vos dossiers au CAMES, vous avez souscrit à son code d'éthique et de déontologie. Vous le connaissez plus que vos prédécesseurs qui peut-être n'ont pas eu la chance de le voir et de le lire. Vous le savez : chaque Chercheur a ses droits et ses devoirs.

III.1 – Les droits des Chercheurs

Le Chercheur a le droit de faire de la recherche ou d'enseigner à l'abri de toute ingérence dès lors qu'il respecte les principes de l'éthique et de la déontologie.

Toutes les questions concernant la définition et l'administration des programmes de recherche, d'enseignement, d'activité sociale ainsi que d'allocation de ressources doivent, dans le cadre de la réglementation en vigueur, reposer sur des mécanismes transparents.

Le Chercheur doit être évalué pour assurer sa promotion et son avancement. L'évaluation et l'appréciation du travail du Chercheur font partie intégrante du processus de recherche et d'enseignement. L'évaluation pour l'avancement doit porter uniquement sur les critères académiques d'appréciation des activités de recherche et d'enseignement et des autres activités professionnelles en relation avec l'IR. Cette évaluation ne se rapportera pas sur la beauté des yeux du chercheur.

Selon la loi 025-2010 et le Décret 033-2011, le Chercheur doit bénéficier de conditions de travail adéquates ainsi que des moyens scientifiques et pédagogiques qui lui permettent de se consacrer pleinement à ses tâches, tout en disposant du temps nécessaire à une formation permanente en recherche et en pédagogie ; en outre, il faudra lui offrir des opportunités de recyclage périodique de ses connaissances. Il va sans dire que le Chercheur doit bénéficier d'un traitement

salarial conséquent, conformément à la réglementation en vigueur.

III.2–Les obligations des Chercheurs

- Le Chercheur doit être une référence en termes de compétence, de moralité, d'intégrité et de tolérance. Il doit donner une image digne et attirante.
- Le Chercheur doit se conformer aux règles, aux principes, aux systèmes des IR où il exerce sa fonction de recherche et d'enseignement.
- Le Chercheur doit respecter les principes d'éthique et de déontologie de son IR. Il doit, également, dans l'exercice de ses fonctions, agir avec soin, diligence, compétence, intégrité, indépendance, loyauté et bonne foi en vue de préserver au mieux les intérêts de l'IR.

Et lorsque le Chercheur est appelé à de hautes fonctions administratives (Chef de Département, Directeur d'institut, Délégué Général, Ministre et plus...), il doit exercer sa charge avec sagesse et conscience, discernement et prudence, confidentialité et transparence, en veillant à l'efficacité du service et en promouvant le sens du bien commun.

CONCLUSION : Aujourd'hui, un défi est lancé aux chercheurs : comment effectuer une vraie recherche développement au bénéfice de nos populations ? Il suffit de regarder ou considérer ce fait: nous avons dans notre beau pays, des chefs-cuisiniers et des épouses cordon-bleu qui savent nous préparer d'appétissants poulets-bicyclettes, des poulets grillés à l'ail, au soumbala, au rabilé, des

poulet-chasseur, des poulet-télévisé que nous dégustons avec appétit en nous mordant parfois la langue. Et après avoir bien mangé il nous faut aller jusqu'en Chine commander des cure-dents pour nous soulager les gencives ! N'existe-t-il pas parmi nous des chercheurs, des inventeurs, des innovateurs qui peuvent libérer leur génie créateur pour nous fabriquer ces simples cure-dents?

C'est dans cette optique que le Délégué Général du CNRST écrit : « C'est ainsi qu'ont été élaborées une loi d'orientation de la recherche, une politique nationale de la recherche et une stratégie nationale de la valorisation des résultats de la recherche, des inventions et des innovations. Cette nouvelle situation invite tous les acteurs de la recherche à se mettre en phase avec les orientations de l'Etat qui visent à faire de la science, de la technologie et de l'innovation un des principaux leviers du développement socio-économique du pays. C'est dans cette dynamique que le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) et ses instituts s'inscrivent désormais pour être à la hauteur des attentes de leurs contributions au développement du pays ». Messieurs et Mesdames les nouveaux promus du CAMES (Chargés de recherche, Maîtres de recherche et Directeurs de Recherche), vous méritez en ce moment des applaudissements. Félicitations à vous et félicitations surtout à vos époux-épouses qui vous ont soutenus. Nous vous souhaitons non seulement bon vent dans votre carrière de Chercheurs mais aussi que vous soyez heureux dans vos foyers, dans vos familles et épanouis dans la vie.

Ouagadougou, le 29 Septembre 2016



Prise en Charge de la malnutrition aigüe sévère : Enquêtes et Recommandations de L'ONG ProgettoMondoMlal

Région du Sud-Ouest



Le présidium.

Le Samedi 29 Octobre 2016, dans la salle de la Direction Provinciale de la Femme et de la Solidarité Nationale, les responsables du projet « Ti Yanmaru yir » de l'ONG ProgettoMondo Mlal, ont organisé à Diébougou un atelier de restitution des résultats des enquêtes sur la couverture de la prise en charge de la malnutrition aigüe des enfants de zéro à cinq ans dans la Bougouriba et le Ioba.

La cérémonie de restitution des résultats de l'enquête de couverture, deuxième du genre, après celle menée dans la région des Cascades,

a connu la présence des responsables de la santé du districts de Dano et Bougouriba, du représentant du Directeur Régional de la santé du Sud-ouest Moïse Konseimbo, des chefs de projets intervenant dans le domaine, du coordonnateur médico-nutritionnel de l'ONG, Dr Belem Tounaba Boukary et des représentants des maires des deux provinces .

L'objectif de cet atelier était de présenter les données recueillies lors de l'enquête selon la méthode SQUAEC (l'évaluation Semi Quantitative d'Accessibilité et Couverture). Il a permis de dégager les facteurs positifs , négatifs associés à l'accès à

la prise en charge de la malnutrition aigüe et surtout de discuter autour des recommandations formulées puis d'améliorer la couverture de la prise en charge des enfants atteints de la malnutrition aigüe sévère.

Pour le coordonnateur du projet Cristiano Bassanini, l'importance de cette restitution est de discuter de la pertinence des résultats de l'enquête et des recommandations qui en découlent. Cette enquête nutritionnelle qui fait partie des quatorze activités du projet « Ti Yanmaru yir » a utilisé la méthode SQUAEC pour atteindre les résultats convaincants.

cette enquête a permis, d'analyser des données quantitatives de la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère

La suite à la page 9.



La suite de la page 8.



Photo de famille des participants à l'atelier.

au niveau des Centres de Santé, d'interroger les communautés afin de recueillir leurs avis et de restituer les résultats selon la méthode préconisée a expliqué la Consultante chargée de l'enquête Ghislaine Grymonprez. Pour la consultante, les barrières à la prise en charge de la malnutrition dans les deux provinces sont entre autres liées : à la méconnaissance des parents d'enfant des signes de la malnutrition, des constituants de la ration alimentaires des nourrissons / enfants, à l'insuffisance de sensibilisation sur la nutrition, à l'ignorance de la gratuité du traitement nutritionnel dans les Centres de Santé et Promotion Sociale(CSPS).

Au niveau des recommandations visant à augmenter la couverture de la prise en charge des enfants atteints de la malnutrition aigüe sévère, la consultante a évoqué quelques unes parmi lesquelles l'on peut citer : le renforcement des méthodes de communications pour le changement

de comportement au niveau des communautés, la sensibilisation, l'éducation nutritionnelle des mères, l'amélioration de la qualité et le suivi des enfants dans les CSPS.

Pour le coordonnateur du projet Cristiano Bassanini, ces recommandations sont destinées à l'ONG mais également aux agents de santé, aux collectivités territoriales et autres partenaires. Du côté de son projet, des mesures concrètes telles la supervision, l'appui des relais communautaires, les démonstrations culinaires et des sensibilisations au profit des mères seront menées. Aussi, une concertation avec les services de santé et les partenaires pour les actions conjointes seront un cheval de bataille a -ajouté Bassanini. Dans le souci de répondre aux recommandations, le projet développera les cultures maraichères dans les villages comme source d'alimentation variée des nourrissons et enfants de moins de cinq ans.

Pour le Dr Belem Tounaba Boukary, coordonnateur médico-nutritionnel de l'ONG, son souhait est que l'ensemble de l'équipe, les partenaires et les responsables des districts se retrouvent au plus vite pour examiner les résultats et les recommandations de l'enquête afin de les traduire en actions concrètes.

Le représentant du Directeur de la Santé du Sud-ouest Moïse Konseimbo dans son mot de clôture a, remercié la Consultante pour l'examen minutieux des résultats de l'enquête, salué la pertinence des débats et les contributions apportées pour enrichir les recommandations.

« C'est ensemble que l'on peut relever le défi de la malnutrition des nourrissons / enfants dans les deux Provinces » a conclu Moïse Konseimbo.

Frederick Pooda pour SC Info



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Fin de crise à ONATEL SA: Le SYNATEL et ONATEL ont signé un protocole d'accord !

Région du Centre



Signature du protocole d'accord entre le Syndicat et ONATEL SA.

La Direction générale de ONATEL SA et le Syndicat national des télécommunications ont signé ce jeudi 10 novembre 2016 un protocole d'accord qui met fin aux mouvements d'humeur qui secouent la société depuis un certain temps.

Il faut rappeler que les négociations entre les deux parties ont débuté depuis le 01er Aout 2016 et se sont poursuivies avec des hauts et des bas jusqu'au 26 octobre 2016. A cette date, les deux parties avaient pu examiner 25 points de la plateforme revendicative issue du 18e congrès du SYNATEL et 6 points de la plateforme issue du 17e congrès du syndicat. En dépit des avancées engrangées lors de ces négociations, des blocages

avaient apparu notamment dans les clauses liées à l'application des accords. C'est ainsi que sur instruction du Premier ministre, le Ministère du Développement de l'Economie numérique et des Postes qui avaient mené les négociations ayant abouti à la reprise du travail à ONATELSA le 03 octobre 2016 a convié les deux parties encore sous l'arbre à palabre. Et cette deuxième round de négociations a abouti à la signature d'un protocole d'accord à la satisfaction des deux parties et pour le grand bonheur des consommateurs.

A travers ce protocole d'accord, la Direction générale de ONATEL SA s'engage à tout mettre en œuvre pour rendre effectif l'ensemble des engagements pris dans le strict respect des échéanciers arrêtés de

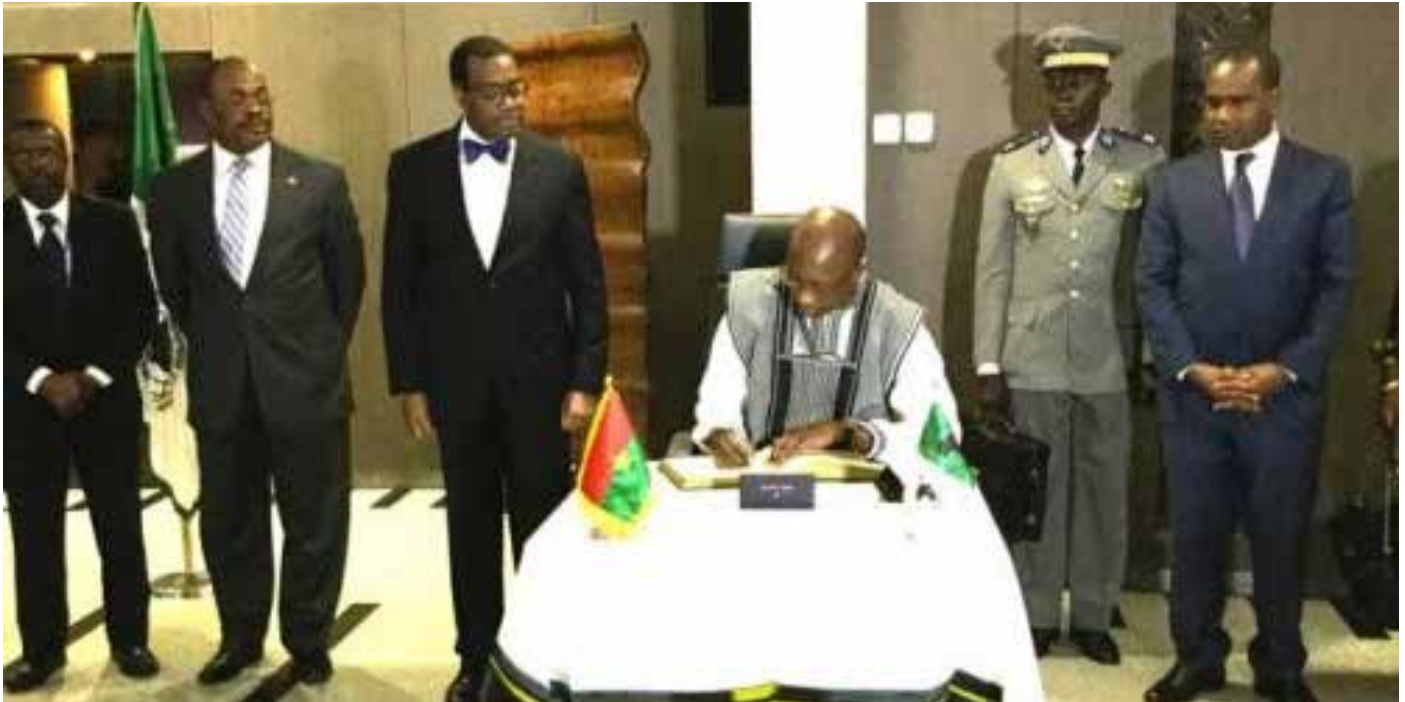
commun accord par les parties. Pour sa part, le SYNATEL assure ne pas reconduire de revendications liées à la rémunération ayant fait l'objet d'accord pendant la période de mise en œuvre des engagements pris, sauf le cas prévu par les dispositions légales et ce, jusqu'au 31 décembre 2018. Par ailleurs, les deux parties se sont engagés à se référer à la médiation pour la résolution d'éventuelles revendications liées à la rémunération sur la période allant du 1er janvier au 30 juin 2019, à maintenir le dialogue et à préserver les conditions d'une paix sociale durable dans l'entreprise. Pour ce faire Mme Sana née Congo Aminata a invité les deux parties à travailler à toujours régler leurs divergences dans le dialogue.

DCPM/MDENP



Paul Kaba Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des partenaires du Burkina Faso

Côte d'Ivoire



Le premier Ministre en séance de travail avec les responsables de la BAD.

Le chef du gouvernement et sa délégation ont eu une séance de travail avec les premiers responsables du groupe de la BAD (Banque Africaine de Développement) au siège de l'institution dans l'après-midi du vendredi 11 novembre. La délégation burkinabè est allée solliciter l'appui de l'institution pour la réussite de la Conférence des partenaires du Burkina Faso prévue les 07 et 08 décembre 2016 à Paris en vue de mobiliser les ressources pour le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES). A l'issue des travaux tenu à huis clos, le

chef du gouvernement burkinabè a estimé que « la mission est un succès total ».

Le huis clos entre les dirigeants de la Banque africaine de développement et les autorités burkinabè a duré deux heures d'horloge environ. Le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES) était au centre des échanges au siège de la Banque Africaine de Développement à Abidjan en République de Côte d'Ivoire.

La BAD est un partenaire technique et financier susceptible d'accompagner

le Burkina Faso dans le financement et l'opérationnalisation de son nouveau référentiel de développement. C'est pourquoi le gouvernement burkinabè est allé rechercher un appui auprès de cette institution bancaire africaine pour le financement de la mise en œuvre du PNDES. « Cette rencontre nous a donné l'occasion d'expliquer la politique économique et social du gouvernement burkinabè, notamment le Plan national de développement économique et social, et solliciter le soutien de la Banque Africaine de Développement pour le financement et la mise en œuvre de ce plan. Les

La suite à la page 12.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11.



Le premier et sa délégation en Côte d'Ivoire.

échanges ont été particulièrement intéressants, très fraternels, très ouverts, mais également utiles », s'est félicité S.E.M. Paul Kaba THIEBA.

De son point de vue, la politique de développement de la BAD s'accommode avec celle du gouvernement burkinabè. « *Nous nous sommes aperçus qu'il y a une convergence de vue entre la Banque africaine de développement et le Burkina Faso en ce qui concerne la stratégie de développement* », a indiqué le chef du gouvernement. Cette stratégie s'articule autour du développement des secteurs comme l'énergie, les infrastructures, l'agriculture, le financement de

l'emploi des jeunes, le financement de l'industrie.

A en croire le Premier Ministre, la BAD entend se pencher sur ces secteurs pour leur développement. Il a fait savoir que les premiers responsables de l'institution avec à leur tête le président Akinwumi ADESINA ont eu une oreille attentive au plaidoyer de la délégation et ont marqué leur accord pour l'accompagnement du gouvernement dans l'organisation de la Conférence des partenaires du Burkina qui se tiendra dans la capitale française les 07 et 08 décembre prochain. « *Notre mission est un succès total dans la mesure où l'objectif principal que nous recherchions est*

atteint. Sur le plan du principe et sur le plan de l'engagement et de la détermination, la BAD est déterminée à soutenir le Burkina Faso à mettre en œuvre les réformes structurelles que nous voulons réaliser et à financer les investissements structurants que nous voulons pour réaliser les performances économiques du Plan national de développement économique et social », s'est réjoui S.E.M Paul Kaba THIEBA. Avec cette donne, la conférence de Paris s'annonce sous de bons auspices, selon le chef de l'exécutif qui a regagné le bercail avec des engagements forts de la BAD.

DCI/PM



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



 **Avis de recrutement**

POSTE : UN PSYCHOLOGUE / MHPSS TECHNIQUE CONSEILLER - FRANCE

Description

Responsabilités : Sous la supervision du Directeur régional adjoint des opérations piscine et sous la responsabilité fonctionnelle du référent de la santé et soins pratiques mentales (CSMP) Département, vous aurez la responsabilité de soutenir équipes de terrain et bureau pour assurer la qualité, pertinence et innovation technique des interventions ACF pour les missions Djibouti, Kurdistan irakien, Jordanie et Yémen.

Plus particulièrement, vous serez responsable de :

Fournir une analyse contextuelle au bureau

Fournir une note de synthèse (lorsque cela est demandé par le bureau) sur les enjeux techniques de la zone géographique (ex : les principaux indicateurs et tendances humanitaires du secteur, les besoins non couverts, les contraintes de programmation, etc.) Cette activité demande une communication claire de la mission sur des informations clés, et une prise de conscience régulière vers les publications scientifiques pertinentes pour ce secteur, le conseiller technique doit :

Fournir des conseils techniques aux missions

Fournir votre expertise technique et des conseils au Chef du Département CSMP

Fournir votre soutien sur les choix techniques

Proposer une stratégie de capitalisation, des outils et des

méthodes appropriées pour sa mise en œuvre

Développer l'approche de partenariat (ONG locales, des secteurs privé et universitaire)

La promotion et l'évaluation de la qualité technique des interventions dans les missions

Contribuer à la définition et la mise à jour des stratégies d'intervention mis au point par les missions

Disséminer normes techniques internes et des documents de référence et d'accompagner la mise en œuvre

Évaluer la conformité aux normes techniques d'ACF par le biais de visites sur le terrain et des audits internes, des recommandations visant à améliorer la performance du programme

Surveiller le rendement et la qualité des programmes

Développer l'expertise technique des équipes de terrain

Capitaliser les meilleures pratiques développées sur les missions

Proposer des approches innovantes et des méthodologies d'intervention aux missions

Développer des modules de formation interne et des modules de formation de conduite

Participer à la gestion des ressources humaines du secteur CSMP

Assurer le rôle de référence fonctionnelle du CSMP Chef du Département, d'évaluer leurs compétences et les besoins de développement

Réaliser des entretiens de recrutement techniques pour les expatriés

Bref, des expatriés train, et debriefing

Développer le recrutement pour les experts locaux

Développer des liens avec les institutions universitaires locales

Promouvoir les progrès techniques et de contribuer au développement de l'expertise d'ACF dans le domaine

Participer à l'élaboration de documents de référence sur le secteur

Solliciter d'autres partenaires (ONG, agences des Nations Unies, des scientifiques dans les instituts, universités, ...) d'échanger des documents et des méthodologies

Analyser les problèmes rencontrés sur le terrain, proposer des priorités de recherche pour les missions et animer leur réflexion

Le demandeur : Vous êtes titulaire un baccalauréat en psychologie (reconnaitre diplôme) et vous avez au moins 6 ans d'expériences professionnelles pertinentes et 4 ans d'expérience humanitaire. Une expérience dans le QG d'une OING est un plus. Vous êtes connu pour votre capacité à mener recherches sur le secteur concerné.

Excellente diplomatie, négociation et de représentation sont les compétences requises ainsi l'expérience de gestion d'équipe.

Vous avez une forte implication humanitaire. Courant anglais et en français sont nécessaires.

Des visites de terrain seront programmées.

Statut : contrat de HQ - contrat à durée déterminée (12 mois) - temps plein

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

Salaire annuel : Salaire entre 35k € et 41.5K brute de plus de 13 mois, 21 jours de feuilles supplémentaires (RTT) / an, titres restaurant à 8 € (60% couvert par ACF), l'assurance maladie complémentaire (couvert 80% par ACF), remboursement de 50% des frais de transport en commun.

Date de début : Janvier 12 th 2017

Ville Paris

Expériences / Formation du candidat

Vous êtes titulaire d'un baccalauréat en psychologie (reconnaitre diplôme) et vous avez au moins 6 ans d'expériences professionnelles pertinentes et 4 ans d'expérience humanitaire. Une expérience dans le

QG d'une OING est un plus. Vous êtes connu pour votre capacité à mener des recherches sur le secteur concerné.

Langues parlées: Courant anglais et en français sont nécessaires.

Qualité du candidat : Excellente diplomatie, négociation et de représentation sont les compétences requises ainsi l'expérience de gestion d'équipe.

Vous avez une forte implication humanitaire.

Fonctions : Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités : Santé

Pays Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat : 12 mois

Salaire / Indemnité

Salaire entre 35k € et 41.5K brute de plus de 13 mois, 21 jours de feuilles supplémentaires (RTT) / an, titres restaurant à 8 € (60% couvert par ACF), l'assurance maladie complémentaire (couvert 80% par ACF), le remboursement des 50% des frais de transport en commun.

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2254/A-Mental-Health-and-Care-Practices-Technical-Advisor>

Date de fin de validité 25/11/2016

AGENDA



BURKINA FASO

Du 28 au 29 novembre 2016

10ème atelier de formation en Assurance Qualité de l'enseignement supérieur



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE : Un chef Surveillance de la nutrition du Département - Afghanistan

Description

Nous recherchons un chef de service de surveillance nutritionnelle - Afghanistan

Contexte : Afghanistan - Kaboul

Durée du contrat : 12 mois

La position : Sous la supervision du Directeur national adjoint et 3 équipe de personne (2 Nutrition Surveillance Project Managers), vous allez développer la stratégie du département, coordonner / soutenir techniquement la mise en œuvre des programmes de surveillance de nutrition de qualité, et représenter ACF au sein d'organes de coordination pertinente et forums.

Développer et mettre en œuvre la stratégie de surveillance nutritionnelle d'ACF et de positionnement en Afghanistan en coordination avec le Département de la nutrition

Avec le soutien de HQ conseiller, et sur la base des dernières réalisations / défis, développer une stratégie de surveillance nutritionnelle nationale globale pour l'Afghanistan pour 2016-2018

Sur la base de la stratégie nationale, les projets de conception et de budgets pour la surveillance de la nutrition et d'engager des discussions avec les bailleurs de fonds potentiels / mission de soutien des efforts de collecte de fonds

Coordonner avec les ministères de la Santé et de la nutrition et de l'AME sur la mission de développer les synergies potentielles / programmes intégrés

Consolider et analyser les données

des différentes enquêtes / évaluations et de produire l'apprentissage et d'autres documents pertinents à partager avec les parties prenantes

Rapport de capitalisation Produire, y compris les leçons apprises et des recommandations pour le développement futur des capacités dans les pays en fonction de l'expérience du projet

Contribuer activement au développement d'un plaidoyer ACF Nutrition technique dans le domaine de la surveillance nationale de la nutrition, y compris la rédaction / révision des documents de positionnement

Pour fournir un soutien technique à l'équipe de surveillance de la nutrition, et le suivi des projets afin d'assurer le respect des normes de qualité ACF

Évaluer la capacité de l'équipe de surveillance de la nutrition et de développer un plan de renforcement des capacités complètes pour améliorer l'expertise interne

Effectuer des visites de contrôle régulières sur le terrain (au cours des enquêtes) et de fournir des mains sur le soutien à l'équipe de surveillance en fonction des lacunes identifiées

Fournir un appui technique à l'équipe pour développer la méthodologie de l'enquête, l'analyse des données, des contrôles de qualité et le rapport écrit (y compris l'examen / correction des rapports)

Assurer, en collaboration avec l'équipe, la diffusion en temps opportun des résultats vers les parties prenantes, au niveau provincial ou national

Passez en revue l'activité mensuelle Rapport d'étape et de fournir des recommandations pratiques pour

améliorer la qualité des rapports, ainsi que de la programmation

Pour mener l'évaluation et du Groupe de travail Gestion de l'information et assurer la liaison avec les partenaires gouvernementaux et les ONG pour renforcer la surveillance de la nutrition en Afghanistan

Soutien DPN à la tête du groupe de travail de gestion de l'évaluation et de l'information, y compris l'organisation de réunions, l'établissement du programme, de la planification de l'action, à quelques minutes d'écriture, etc ...

Diriger l'élaboration d'une stratégie nationale de renforcement des capacités pour l'amélioration de l'expertise dans le pays sur la surveillance de la nutrition, en étroite collaboration avec le Cluster, DPN, et d'autres parties prenantes

Diriger l'élaboration, par la AIMWG des lignes directrices / mécanismes nationaux d'assurance de qualité pour la réalisation et la validation des enquêtes sur la nutrition et les évaluations de couverture

Assurer une coordination régulière avec / fournir un appui technique au projet Système national de surveillance nutritionnelle menée par l'UNICEF et de l'OMS et assister Groupe consultatif technique (TAG) et la réunion du Groupe consultatif du projet (dirigé par DFATD)

Tenir des réunions régulières avec les parties prenantes de la nutrition, y compris l'UNICEF, DPN, Coordinateur du Cluster, DFATD, UE, pour conseiller / avocat sur la façon d'améliorer la surveillance nationale de la nutrition

Travailler avec / fournir un appui technique au département de

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

plaidoyer pour faire des changements de politique nécessaires pour renforcer la surveillance de la nutrition en Afghanistan

Le demandeur :

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'études supérieures en matière de nutrition, et ont une vaste expérience dans le programme de surveillance de la nutrition sur le terrain avec une ONG internationale.

Vous montrez de solides compétences analytiques ainsi que des connaissances approfondies de l'ARN, SQUEAC et méthodes d'enquête SMART. Plaidoyer et de représentation fortes compétences

sont nécessaires.

Vous avez des connaissances en gestion de projet et le cycle de projet et êtes reconnu pour vos compétences en communication.

Anglais courant est nécessaire.

Statut : Employé

Salaire brut mensuel allant de 1805 € à 2305 € selon l'expérience pertinente

Dépenses alimentaires et d'hygiène, per diem, les frais de transport, hébergement individuel ou collectif, l'assurance médicale

25 jours de congés annuels payés et

20 jours de repos et de récupération (R & R) par an

Ville acceptation

Fonctions **C o o r d i n a t i o n**,
Gestion de projet

Activités : Santé

Pays Asie, Afghanistan

Contrat CDD

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2248/A-Nutrition-Surveillance-Head-of-Department-Afghanistan/>

Date de fin de validité 30/11/2016



Avis de recrutement

POSTE : Suivi, évaluation, responsabilisation et apprentissage (REPAS) Conseiller

La description

Nous recherchons des personnes très motivées et expérimentées pour nous rejoindre comme conseiller REPAS. Vous intégrerez l'équipe de Surge humanitaire et contribuerez à l'apprentissage organisationnel tout en contribuant à renforcer les capacités d'organisation pour répondre efficacement aux situations d'urgence du monde entier.

Travailler dans plus de 120 pays, Save the Children fait tout ce qu'il faut pour créer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants. Ensemble, nous sauvons la vie des enfants, luttons pour leurs droits et les aidons à réaliser leur potentiel.

Comme l'équipe humanitaire de Surge (TVH) Conseiller REPAS, vous serez affecté en tant que conseiller REPAS avancé en cas

d'urgence à l'échelle moyenne ou grande, avec le soutien du siège social. Vous serez appelé à mener sur la conception et la mise en œuvre du système REPAS, tandis que le mentorat et / ou soutenir le renforcement des capacités du personnel du programme de pays existant. Vous pouvez également procéder à une évaluation à court terme, l'évaluation, le renforcement des capacités ou d'autres activités spécifiques REPAS. De plus, vous pourrez :

La planification, l'exécution et l'analyse de plomb multi-sectorielle des évaluations des besoins

Soutenir les collègues techniques dans leur développement de cadres de journaux du secteur, les cadres de REPAS, plans et budgets

Plomb sur la conception et la prestation des mécanismes de responsabilisation au niveau de réponse

Champion de l'inclusion

d'approches participatives et adaptées aux enfants au sein des activités de REPAS

Mettre en place des systèmes pour gérer des informations complexes générés par les activités de REPAS

Réaliser et diffuser l'analyse statistique et qualitative des données par rapport aux repères de qualité, les objectifs d'intervention et d'autres mesures stratégiques

Planification plomb, la conception, la mise en œuvre et le suivi des évaluations de niveau de réponse (par exemple, RTR et EHA) et fournir un soutien aux équipes techniques sur la conception et la mise en œuvre des évaluations spécifiques du secteur

Effectuer la formation du personnel au niveau du terrain et des bureaux de pays en ce qui concerne les priorités REPAS, les normes de qualité et de SCI REPAS liés outils et lignes directrices

La suite à la page 18.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17..

Pour réussir, vous serez une personne axée sur les résultats avec la résolution de problèmes et avoir une expérience de travail à l'échelle internationale dans les programmes humanitaires. Vous travaillerez efficacement avec les autres, partageant des objectifs et prospère sur la diversité des personnes et de leurs perspectives. Vous aurez une maîtrise dans un domaine pertinent ou une expérience de terrain équivalent avec une expérience de travail et de vie dans plus d'une région / contexte. Vous serez politiquement et culturellement sensibles avec des qualités de patience, de tact et de diplomatie et en plus aura:

Capacité avérée à superviser, former et entraîneur / mentor personnel national et international

Expérience avérée la gestion d'une équipe et projet (s), idéalement sur plusieurs sites

Une expérience préalable de travail dans un rôle de REPAS dans un programme de pays complexe dans une intervention d'urgence ou de l'état fragile

Solides compétences en collecte, d'analyse, d'interprétation et d'encourager l'utilisation des données qualitatives et quantitatives

Expérience de travail dans la participation des enfants et de la responsabilité aux populations touchées

Un haut niveau de anglais écrit et parlé, y compris une capacité à rédiger des rapports clairs et bien argumentées.

Expérience dans la conception et la gestion de projets d'appui et de l'expérience de la «Value for Money 'approches DFID et ECHO serait bénéfique. Les compétences linguistiques en français, en espagnol et / ou l'arabe sont également souhaitables.

A Save the Children nous sommes engagés à la sauvegarde et à la protection des enfants dans notre travail. Nous ferons tout notre possible pour garantir que seuls ceux qui sont aptes à travailler avec des enfants sont recrutés pour travailler pour nous. Ce poste est soumis à une série de contrôles vetting, y compris une divulgation des dossiers criminels.

Notre mission est d'inspirer des percées dans la façon dont le monde traite des enfants et réaliser un changement immédiat et durable dans leur vie. Si vous partagez notre mission, sont passionnés par ce qui arrive et je crois fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-

nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Pour appliquer s'il vous plaît visitez notre site Web.

Date de clôture 28 Novembre 2016

Ville / Ville Sur le plan international mobile

Les compétences linguistiques en français, en espagnol et / ou l'arabe sont également souhaitables.

Positions **C o o r d i n a t i o n**, gestion de projet, des études, de la recherche

Domaines d'activité S a n t é , Autres

Pays Afrique, Asie, Europe, Amérique latine, Moyen-Orient, Amérique du Nord, Océanie

Contrats : Position fixe terme

Durée de contrat : 24 mois déterminés

Salaire / Indemnité 2 . 5 0 0 32.748 £ + £ indemnité de difficulté

En ligne de lien de l'application <https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/2877/description>

Publicité date d'expiration 28/11/2016



Avis de recrutement

POSTE : Chargé(e) de mission Traite des Etres Humains

Description

Hors la Rue est une association Loi 1901, apolitique, areligieuse, et indépendante, fondée en 1996. Composée aujourd'hui d'une équipe pluridisciplinaire de 12 salariés, Hors la Rue accompagne depuis

2002 les mineurs étrangers en danger et en situation d'errance en Ile-de-France. Depuis plusieurs années, Hors la Rue repère et accompagne des mineurs présumés victimes ou exposés à des risques d'exploitation et/ou de Traite des Etres Humains. Afin de répondre à ces situations, Hors la Rue souhaite contribuer à l'élaboration de réponses éducatives

correspondant aux besoins de ces enfants, en mettant en œuvre des actions spécifiques de repérage et d'accompagnement socio-éducatif, ainsi qu'en mobilisant notamment les services de droit commun et en renforçant les partenariats avec d'autres acteurs institutionnels confrontés à cette question.

La suite à la page 19.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

Le/La Chargé(e) de mission, rattachée à l'équipe éducative de l'association, coordonnera et participera à la mise en œuvre d'actions spécifiques visant à renforcer l'accroche et l'accompagnement de mineurs présumés victimes de la Traite des Êtres Humains (contrainte à commettre des délits) notamment visés en tant qu'auteurs dans des procédures pénales. Le/la chargée de mission sera ainsi amenée notamment à effectuer des maraudes en binôme avec un éducateur spécialisé de l'association, auprès du public visé, et à mener des entretiens avec des mineurs présumés victimes de TEH, qui se retrouvent dans la chaîne pénale (détention, sorties de commissariats, ...). Il/elle veillera à la cohérence et la continuité des différentes actions entreprises et initiera/participera aux différentes démarches de suivi et d'orientation du public (signalements aux autorités, élaboration de stratégies concertées avec les partenaires, ...).

Le/la chargée de mission veillera également, sous l'autorité de la responsable de l'équipe éducative, à l'articulation entre ces actions spécifiques et les autres actions mises en œuvre par l'ensemble de l'équipe éducative de l'association.

Le/La chargée de mission sera responsable du suivi de la mise en œuvre de ces actions spécifiques, selon les modalités fixées entre l'association et les bailleurs de ces actions (compte-rendu, rapports

narratifs, traitement de données, ...).

Egalement, sous la supervision de la direction, le/la chargée de mission participera à l'élaboration et au suivi des actions institutionnelles entreprises par l'association dans le cadre de la lutte contre la TEH. Il/elle participera à des réunions inter associatives et à des réunions et groupes de travail interinstitutionnels au niveau local et national, et rendra compte de ces actions à l'ensemble de l'équipe.

Ville Montreuil (93)

Expériences / Formation du candidat

–Expériences : 2 ans d'expérience réussie dans un poste de coordination et/ou de suivi de projet en France ou à l'étranger. Expérience d'intervention directe auprès de publics en situation d'exploitation et/ou de très grande précarité. –

Diplômes : Bac +3

Permis B

Langues : Français : langue maternelle ou bilingue

Roumain et/ou Romanès : bon niveau en compréhension et expression oral

La maîtrise d'autres langues dont l'anglais serait un plus

Qualité du candidat

Compétences et Qualités : Capacité d'organisation, de rédaction et

de synthèse. Connaissance de la problématique des mineurs victimes de la traite des êtres humains. Sensibilité à l'action militante. Bonne capacité à travailler en équipe. Connaissance du fonctionnement administratif et institutionnel français. Aisance dans les relations partenariales (prises de parole en réunion et ponctuellement en public). Autonomie et capacité d'adaptation face notamment aux évolutions des publics et des projets. Des notions de droit seraient un plus.

Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de projet

Activités Social

Pays Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

18 mois

Salaire / Indemnité

2170 Euros bruts mensuels

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Nom de la personne contact

Mathilde Archambault

Email de la personne contact
mathilde.archambault@horslarue.org

Date de fin de validité 31/12/2016



Avis de recrutement

POSTE : H/F – Directeur adjoint aux opérations

Description

Bibliothèques Sans Frontières

Bibliothèques Sans Frontières est une

ONG née en France en janvier 2007. BSF œuvre pour que chaque femme et chaque homme, à travers le monde, puisse vivre dignement et s'épanouir à travers un accès facilité, ouvert et libre aux bibliothèques, à l'information et à l'éducation et ce, dans un souci

constant de promotion de la diversité culturelle. Avec un budget annuel de 5M d'€, BSF s'inscrit aujourd'hui comme référent dans son domaine. Plus d'informations sur www.bibliosansfrontieres.org

La suite à la page 20



JOBS CAMPUS

La suite de la page 19.

Nous rejoindre c'est intégrer une structure à taille humaine, jeune, dynamique en pleine croissance et surtout participer à des projets innovants à impact social. Nous mettons au cœur de notre politique de gestion des Ressources Humaines l'évolution de carrière de nos collaborateurs (formations, environnement de travail collaboratif, etc).

Positionnement dans l'organigramme

Le/la Directeur (ice) adjoint(e) aux opérations est sous l'autorité directe de la Directrice des Opérations.

MISSIONS

STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE

Participer à la l'élaboration de la stratégie opérationnelle de BSF et aux chantiers structurants de la Direction des opérations

COORDINATION DES OPÉRATIONS

Coordonner le pilotage des opérations de BSF (outils (PMT, etc), réflexions sur la pertinence, etc)

Coordonner le développement des opérations de l'association et assurer leur bonne mise en œuvre dans le respect des objectifs, budgets et calendriers définis.

Conceptualiser un toolkit méthodologique opérationnel

MANAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPES

SUIVI RH, FINANCIER, ADMINISTRATIFS ET PROCÉDURES

Garantir le respect des procédures internes de BSF

Coordonner l'élaboration et la diffusion de procédures financières et administratives pour fluidifier le travail des opérations en lien avec les autres départements.

MONITORING ET REPORTING

Coordonner la production et la diffusion des outils et méthodologies de collecte des données au sein des opérations.

S'assurer de la remontée des données et de leur compilation au niveau de chaque desk.

Contribuer à l'élaboration d'un tableau de bord mensuel des opérations de l'association

Participer à la réflexion sur l'évaluation transversale des résultats et impacts des opérations de l'association

SÉCURITÉ

Coordonner la production, la diffusion et la mise en œuvre, des outils adéquats à la gestion de la sécurité sur ses terrains d'intervention

S'assurer du respect des procédures de sécurité mises en place au sein des opérations

S'assurer de la continuité d'une responsabilité sécurité au siège

COORDINATION SUPPORTS

Assurer le lien et la coordination avec les fonctions supports

S'assurer de la mise en oeuvre de réunions mensuelles de coordination Opé-Support et s'assurer de la présence des responsables de desk.

Collaborer et être force de proposition pour la création d'outils, méthodes et procédures pour simplifier les interactions opé-support.

Ville Montreuil

Expériences / Formation du candidat

Formation/Expérience

Bac +3 ou plus en gestion de projet

Très bonne capacité rédactionnelle en français et en anglais, en espagnol est un plus

Au moins 5 ans d'expériences à un poste similaire.

Au moins 2 ans d'expériences en management d'équipes

Expérience dans la mise en place et la coordination des projets en France et à l'international

Expérience terrain très appréciée

Participation à l'élaboration de stratégie opérationnelle

Bonne connaissance du milieu associatif /onusien ; compétence dans le domaine de l'éducation et/ou formation

Langues parlées

Maîtrise de l'anglais et du français. L'espagnol est un plus

Qualité du candidat: Volonté de contribuer à la structuration de l'organisation

Qualité dans la relation au public ; sens des responsabilités

Esprit d'équipe

Autonomie

Organisation

Management

Adhésion aux valeurs de BSF

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction

Activités Animation, Formation, Education

Pays Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

CDD – 12 mois

Documents à envoyer

CV et lettres de motivation à recrute@bibliosansfrontieres.org

Email de la personne contact recrute@bibliosansfrontieres.org

Date de fin de validité 30/11/2016



Avis de recrutement

POSTE : Stagiaire Assistant-e de Desk

Description :

Stagiaire Assistant-e Desk – Niger, RDC, RCA, Crise des Migrants en Europe

MSF Suisse à Genève, recherche un-e Stagiaire « Assistant-e desk » pour appuyer l'équipe du Desk dans la gestion quotidienne des programmes Niger, RDC, RCA et Crise des Migrants en Europe.

Vos tâches

Sous la responsabilité du Responsable de Programme, le stagiaire appuiera l'équipe du Desk dans les activités suivantes :

Opérations :

Soutient le responsable du Desk dans l'analyse du contexte en compilant les informations reçues du terrain et en rédigeant des notes de briefing.

Participe en lien avec le Responsable de programme à la préparation des rapports et des propositions d'interventions.

Assure des recherches et analyses sur des contextes spécifiques et le mapping.

Assure en cas de besoin le briefing sur le contexte pour les expatriés partant sur les pays de la cellule.

Assure en cas de besoin la collecte et la synthèse de données en supports aux recherches et évaluations menées sur les pays de la cellule.

Assure la mise à jour et l'archivage des documents stratégiques et des cartes.

Fait le suivi des divers outils organisationnels de la cellule.

Ressources Humaines :

Participe à la gestion du personnel expatrié sur le plan administratif : matching et modification sur le logiciel de ressources humaines Axapta, actualisation des points RH, suivi des briefing et débriefing, démarches RH spécifiques.

Suivi des preuves de vie : vérification du document envoyé par chaque expatrié et classement.

Assure la mise à jour des documents fondamentaux pour chaque mission.

Assure le reporting RH mensuel sur le personnel national (statistiques, plan de formation, budget, etc.)

Tâches administratives liées au fonctionnement du Desk

Traduit des documents en fonction des besoins et des demandes.

Assure les comptes rendus des différentes réunions.

Appuie le Desk dans l'archivage et la préparation des évaluations et des audits internes mission.

Ville Genève

Expériences / Formation du candidat

Personne actuellement aux études (convention de stage requise)

Domaines : science politique, cursus humanitaire et développement

Excellentes capacités rédactionnelles en français et en anglais

Capacité à travailler efficacement sous pression et en autonomie

Bonnes connaissances de l'environnement Windows (Word, Excel, Power Point)

Langues parlées

Maîtrise du français et de l'anglais (oral et écrit)

Qualité du candidat

Rigueur, organisation

Esprit d'équipe, spontanéité

Sens de l'organisation, diplomatie

Gestion des priorités, réactivité, flexibilité

Intérêt avéré pour les thématiques de l'humanitaire

Fonctions **C o o r d i n a t i o n ,**
Gestion de projet, Organisation,
Administration, **R e s s o u r c e s**
Humaines

Activités **S a n t é**

Pays Europe, Suisse

Contrat Stage

Durée du contrat

Contrat de stage 6 mois, à 100%, renouvelable

Basé à Genève

Date d'entrée en fonction idéale : 3 janvier 2016

Salaire / Indemnité : Rémunération selon niveau d'étude

Documents à envoyer

Les dossiers de candidature (CV 2 pages max, lettre de motivation en français ou anglais) sont à adresser par mail uniquement à assistant-cellule3.gva@geneva.msf.org jusqu'au 18 novembre 2016, en mentionnant la référence « Stage Desk3 2016.11 ».

Email de la personne contact
assistant-cellule3.gva@geneva.msf.org

Date de fin de validité 18/11/2016



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

12 10 2016 AU 19 11 2016 Groupe 4

1200 LOGEMENTS	22625360252	MUSSE	22625366841
AMITIE MIYOUGOU	22625385236	NATIGE	22625362800
BETHANIA	22625313141	OUEDRAGO	22625371652
CIRCULAIRE SEDE	22625384491	PIERRE TAPSOBA	22625484433
DIAWARA	22625306068	PRINCIPALE	22625375415
ESPOIR	22625315412	SAHEL	22625318195
CARE	22625316206	SIG NOGHIN	22625431778
HIPPODROME	22625503412	SIRA	22625431778
HOPITALE	22625306641	SOMAGADE	22625358244
JEAN PAUL	22625418154	SOTISSE	22625364148
KADIAOGO	22625318788	UNITE	22625343942
KOUMA	22625385742	VENEGRE	22625430587
LALLE	22625456725	VIDAL	22625315288
LES GRACES	22660808077	VIEL	22625459825
LOUIS PASTEUR	22625335867	WEND KUNI	22625362015
MAIGNON	22625310120	WEND YAM	22625483047

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : iscforum



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantenaire du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT

Le « Prix CSRS - Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnus tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra :

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants :

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de :

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAÏ DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@frij.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire

